
Charles Louis Hueber (1883-1943) : syndicaliste, communiste, autonomiste et collaborateur

Position de thèse

Pierre Krieger



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/alsace/5439>

DOI : 10.4000/alsace.5439

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 25 novembre 2022

Pagination : 373-383

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Pierre Krieger, « Charles Louis Hueber (1883-1943) : syndicaliste, communiste, autonomiste et collaborateur », *Revue d'Alsace* [En ligne], 148 | 2022, mis en ligne le 01 décembre 2022, consulté le 04 juin 2024. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/5439>



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-SA 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

Charles Louis Hueber
(1883-1943) :
syndicaliste, communiste,
autonomiste et collaborateur¹

Pierre Krieger

Quelques éléments biographiques sur Charles Hueber

Charles Hueber est né le 21 août 1883 à Guebwiller en Haute-Alsace, dans une famille ouvrière, au sein d'une Alsace redevenue allemande suite au traité de Francfort en 1871. Après avoir parachevé sa formation scolaire et professionnelle avec l'accomplissement d'une *Wanderschaft* (équivalent du Tour de compagnonnage en France) en Alsace et dans le Bade, il exerce le métier de mécanicien-ajusteur. Après son service militaire et être brièvement passé par Belfort où vit une partie de sa famille, il devient en 1907 permanent du *Deutsche Metallarbeiter-Verband* (Syndicat des ouvriers métallurgistes d'Allemagne [social-démocrate]) à Söllingen²

1. Notre thèse a été préparée au sein de l'UMR 7367 DynamE (désormais UMR 7069 LinCS) de l'université de Strasbourg, sous la direction de Maurice Carrez (université de Strasbourg), soutenue le 24 septembre 2021 devant un jury composé de Fabien Archambault (université Paris I Panthéon-Sorbonne), Claude Muller (université de Strasbourg), Stefanie Prezioso (université de Lausanne), Sylvain Schirmann (université de Strasbourg) et Jean Vigreux (université de Bourgogne).

2. Aujourd'hui Söllingen est un quartier de Pfinztal, près de Karlsruhe.

dans le Bade jusqu'en 1910. Durant la même année, sur la proposition de Jacques Peirotes lui-même, président du SPD (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands* – Parti social-démocrate d'Allemagne) d'Alsace-Lorraine, Hueber est nommé secrétaire permanent du parti dans le *Reichsland*. Lors de la Première Guerre mondiale, il sert dans l'armée allemande en qualité de sous-officier, toutefois dans des unités reconnues comme non combattantes, et termine la guerre avec le grade de *Sergeant*.

À la sortie de la guerre, Charles Hueber prend pleinement part à la Révolution de novembre 1918 à Strasbourg et demeure un des dirigeants du *Soldatenrat* (Conseil de soldats) jusqu'à la fin de la République des conseils et l'arrivée des troupes françaises le 18 novembre 1918. Après le retour de l'Alsace-Lorraine à la France, Hueber reprend ses activités syndicales et devient secrétaire du Syndicat des ouvriers de la métallurgie de Basse-Alsace après l'adhésion des syndicats libres – donc sociaux-démocrates – alsaciens-lorrains à la CGT (Confédération générale du travail) française. Il s'illustre notamment en dirigeant les grèves de 1919 et plus particulièrement celle de l'entreprise De Dietrich. Cette même année, il est élu conseiller municipal de la Ville de Strasbourg pour la première fois. Toutefois, en janvier 1920, Charles Hueber quitte ses responsabilités syndicales, qu'il retrouve très vite puisqu'il est réélu au comité de l'Union des ouvriers métallurgistes d'Alsace et de Lorraine (CGT) en octobre de la même année, pour occuper le poste de secrétaire de la fédération du Bas-Rhin de la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) et de président de la section de Strasbourg. Il tient un rôle prépondérant dans la grande grève régionale pour les « droits acquis » en avril 1920, où une rupture franche se réalise entre les éléments réformistes et révolutionnaires dans la SFIO, les premiers souhaitant la fin des grèves et les seconds la poursuite coûte que coûte du mouvement. Alors qu'au XVII^e Congrès de la SFIO à Strasbourg (25-29 février 1920), Hueber se réclame de la tendance « centriste » de Jean Longuet, petit-fils de Karl Marx, il prend parti, notamment à la vue des événements d'avril 1920 en Alsace-Lorraine et de l'attitude des réformistes à cette occasion, pour la III^e Internationale et joue un rôle déterminant dans l'adhésion de la grande majorité des membres de la SFIO de la fédération du Bas-Rhin à l'Internationale communiste lors du Congrès de Tours (25-30 décembre 1920). Dans la foulée, il est élu secrétaire fédéral de la SFIC (Section française de l'Internationale communiste) en janvier 1921. L'ancien ouvrier métallurgiste et permanent syndical devient également gérant d'une imprimerie la même année, l'imprimerie Solidarité,

dont il conserve la direction jusqu'en 1939, qu'il fonde pour éditer le journal *Die Neue Welt*, qui deviendra *L'Humanité* en langue allemande pour l'Alsace-Lorraine à majorité germanophone et dialectophone. Le premier numéro du nouvel organe de presse de la fédération communiste paraît en octobre 1921. Charles Hueber fait également partie de la délégation française à la conférence d'Essen (6-7 janvier 1923) qui rassemble les différents partis communistes européens dans le but d'organiser la résistance ouvrière à l'occupation de la Ruhr par les armées franco-belges. En rentrant en France, Hueber est arrêté et incarcéré à la prison de la Santé à Paris en janvier 1923, en compagnie notamment de Marcel Cachin, directeur du journal *L'Humanité*, et des principaux dirigeants du PC (Parti communiste [français] ou SFIC [Section française de l'Internationale communiste]). D'abord accusé d'intelligence avec des agents d'une puissance étrangère, Hueber est finalement acquitté et libéré en mai 1923 après de longs mois de détention.

Quelques mois plus tard, en mai 1924, Charles Hueber est élu député à la tête de la liste communiste du Bloc ouvrier et paysan, et devient membre de la commission d'Alsace et de Lorraine à la Chambre. C'est à cette occasion qu'il crée de nombreux incidents et scandales en intervenant en alsacien ou en allemand dans l'hémicycle du Palais Bourbon, tout en dénonçant la situation coloniale de la région. Dans cette optique, en accord avec les positions sur les nationalités de l'Internationale communiste, il organise en septembre 1925 un Congrès ouvrier et paysan à Strasbourg qui se prononce pour la tenue d'un plébiscite d'autodétermination du peuple alsacien-lorrain, jusqu'à la séparation d'avec la France si nécessaire. Il engage dès lors le PC d'Alsace-Lorraine dans une coopération active avec les autonomistes de tous bords. En juin, il entre également au Comité central du PC malgré les réticences de la direction nationale à son égard, et y siège jusqu'à son exclusion en 1929. Lors des élections cantonales de 1928, il bat le socialiste Jacques Peirotes et entre au conseil général du Bas-Rhin, prémices de la défaite du maire socialiste de Strasbourg l'année suivante. À la veille des élections municipales de 1929, le congrès communiste régional prend la décision de se retirer en faveur des listes autonomistes mieux placées au second tour. Hueber va même plus loin en constituant des listes communes avec les autonomistes du *Landespartei* et du *Fortschrittspartei* dans plusieurs cantons. L'hétéroclite et « contre-nature » *Volksfront* (« Front populaire ») est ainsi formé entre les forces autonomistes alsaciennes. Ainsi le 22 mai 1929, Charles Hueber est élu maire de Strasbourg grâce à l'appui des autonomistes.

Condamné par les instances du PC, il réalise son autocritique en juin 1929, mais persiste dans sa démarche initiale en soutenant des candidats autonomistes contre des candidats communistes lors d'une élection cantonale partielle à Strasbourg et ressuscite son journal, *Die Neue Welt*, avec le soutien financier des cléricaux catholiques. En juillet de la même année, il refuse d'accepter le compromis proposé par la mission du Comité central menée par Jacques Doriot et est exclu du PC en août 1929, malgré le soutien de Marcel Cachin. La grande majorité des militants communistes strasbourgeois suivent Hueber dans la dissidence, seuls quelques adhérents « lignistes », c'est-à-dire fidèles au PC « parisien », refusent de le soutenir. Après quelques mois de flottement, en octobre 1929, Charles Hueber et les communistes dissidents constituent le KP-O (*Kommunistische Partei-Opposition [Elsass-Lothringen]* – Parti communiste-opposition [Alsace-Lorraine]) sur le modèle de l'opposition communiste de « droite » allemande refusant de suivre la politique stalinienne de « classe contre classe », c'est-à-dire de ne nouer aucune alliance avec des organisations bourgeoises, soit non communistes. Au niveau international, le KP-O alsacien-lorrain adhère à l'IVKO (*Internationale Vereinigung der kommunistischen Opposition* – Union internationale de l'opposition communiste), dont le contingent le plus important est formé par les communistes d'opposition allemands menés par Heinrich Brandler et August Thalheimer, exclus du KPD (*Kommunistische Partei Deutschlands* - Parti communiste d'Allemagne) également en 1929.

Au niveau municipal, Hueber poursuit peu ou prou la politique menée par son prédécesseur Jacques Peirottes, en perpétuant la pratique du socialisme municipal. C'est également lors de cette période que le positionnement politique de Hueber devient de plus en plus ambigu. En effet, Hueber et le KP-O d'Alsace-Lorraine tissent des liens toujours plus marqués avec les mouvements autonomistes, notamment le *Landespartei* de Karl Roos, nettement germanophile et qui devient progressivement pronazi.

En août 1934, suite à de fortes dissensions concernant la politique du KP-O d'Alsace-Lorraine, ce dernier éclate progressivement, voyant le départ de nombreux cadres et militants, et le parti est même exclu de l'IVKO en raison de son rapprochement avec les autonomistes, incompatible avec la ligne antifasciste du mouvement. Malgré ses déboires, Charles Hueber est réélu en octobre 1934 au conseil général grâce au soutien des autonomistes et de la droite. Le revers le plus important subi par Hueber reste sa défaite en mai 1935 face à la droite dirigée par Charles Frey pour le contrôle de la municipalité strasbourgeoise. Le puissant parti catholique

UPR (Union populaire républicaine) fait défection au *Volksfront*, ce qui met en échec et en minorité au conseil municipal les autonomistes face aux partis « nationaux ». Hueber reste néanmoins conseiller municipal, mais perd une grande partie de son influence politique. Dans le même temps, en septembre 1935, le KP-O d'Alsace-Lorraine continue son revirement politique, puisque celui-ci est rebaptisé *Elsässische Arbeiter- und Bauernpartei* (EABP – Parti alsacien ouvrier et paysan) et abandonne progressivement ses références à l'idéologie marxiste. En revanche, en mai de l'année suivante, c'est grâce au désistement du candidat du PC, puisque l'EABP accepte avec surprise de soutenir le Front populaire, que Hueber redevient député, et s'inscrit au groupe Indépendant d'action populaire, composé de députés alsaciens-lorrains. En tant que député, il vote la majorité des projets du Front populaire, sauf la nationalisation des industries de guerre, et il se joint aux députés cléricaux pour protester contre les décrets allongeant la scolarité obligatoire dans les trois départements recouverts.

Hueber accentue sa dérive pronazie après 1936-1937 en justifiant, notamment dans son journal, la politique extérieure de l'Allemagne hitlérienne et en tenant des propos antisémites et antidémocratiques, tout en continuant parfois de glorifier l'URSS, qu'il souhaite cependant voir débarrassée de Staline. Le 1^{er} avril 1939, le pas est franchi pour Hueber et son parti, puisque son organe de presse, *Die Neue Welt*, fusionne avec celui du *Landespartei*, l'*Elsass-Lothringische Zeitung* ; enfin, en juillet, l'EABP fusionne purement et simplement avec le *Landespartei*. Les deux partis sont dissous par décret en octobre 1939 par le gouvernement français, mais Hueber échappe à l'arrestation des chefs autonomistes, surnommés les « *Nanziger* », car, gravement malade, il est hospitalisé à Colmar. De même, en congé de parlement à cause de son état de santé, il ne participe pas au vote sur les pleins pouvoirs accordés à Philippe Pétain le 10 juillet 1940.

Après l'arrivée des nazis et revenu à Strasbourg, il devient l'un des orateurs qui prêchent le ralliement au nazisme dans le nouvellement formé *Gau* de Bade-Alsace dirigé par le *Gauleiter* Robert Wagner. En novembre 1941, Charles Hueber est nommé citoyen d'honneur de la nouvelle *Reichsuniversität* de Strasbourg. Il entre également au NSDAP (*Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei* – Parti ouvrier allemand national-socialiste) la même année en qualité de *Volkstumskämpfer* (« combattant pour la germanité ») de longue date, à l'instar des *Nanziger*, dont fait partie son éprouvé camarade Jean-Pierre Mourer. En février 1942, il est nommé gérant de l'Office municipal du logement

populaire et *Ratsherr* (conseiller municipal) de la Ville de Strasbourg, sous la coupe du nazi alsacien Robert Ernst nommé *Oberbürgermeister* de la cité.

Charles Hueber meurt quelques jours avant son soixantième anniversaire à Strasbourg le 18 août 1943. Il bénéficie de funérailles grandioses en présence du *Gauleiter* Wagner et des dignitaires nazis régionaux.

Quelles sources à disposition ?

378

La principale difficulté en ce qui concerne les sources est l'absence d'archives et de papiers personnels de Charles Hueber. Le sujet de cette thèse lui-même pose effectivement plusieurs problèmes importants : si Hueber a eu un parcours rocambolesque et bien fourni, nous ne sommes pas en mesure de connaître son point de vue personnel, sa version des faits. Contrairement à d'autres figures du mouvement ouvrier et social, même d'envergure semblable, Hueber ne laisse effectivement derrière lui ni autobiographie, ni mémoires, ni même des archives personnelles. De surcroît, dans les rares écrits qui lui sont attribués, notamment dans les journaux de ses partis successifs, il n'est pas très enclin à parler de lui ou à partager son ressenti sur tel ou tel événement. Ce n'est toutefois guère étonnant de constater ces lacunes, car Hueber est avant tout un homme du verbe, et non de plume, un orateur de talent et un propagandiste de terrain, plus qu'un théoricien et un écrivain. C'est bien dans les salles des bistros, des cafés et des restaurants, dans les meetings et les réunions publiques, mais aussi au conseil municipal ou au conseil général, où il mène des joutes mémorables avec ses adversaires, qu'il est dans son élément. Ici réside la première difficulté à prendre en compte : étudier un sujet uniquement par le biais de sources issues de tiers, avec les limites que cela comporte. De plus, les organisations politiques et syndicales successives auxquelles il est attaché ne disposent pas non plus d'archives, ou alors très peu. Les vicissitudes de la Seconde Guerre mondiale ont fait que ces documents ont pour la plupart disparu, d'abord par l'interdiction de ces organisations par le gouvernement français en 1939 puis par l'annexion de force nazie. Il reste tout de même, pour le mouvement communiste, les archives de la direction du PC français et de l'Internationale communiste, numérisées pour la plupart sur le portail PANDOR³, ce qui est d'un grand

3. <https://pandor.u-bourgogne.fr/thematiques/politique-critique-sociale-et-mouvements-sociaux>.

secours. Il faut donc, la plupart du temps, se rabattre sur les archives de la surveillance policière avec tous les inconvénients qu'elles comportent, mais qui restent une source d'informations inestimable, sans lesquelles nous n'aurions pas grand-chose à nous mettre sous la dent.

La presse, qu'elle soit régionale, nationale ou internationale, demeure de même très importante dans ce travail minutieux de recherche d'informations. En ce sens, l'important effort de numérisation des journaux français, consultables à travers le portail Gallica de la BNF, mais aussi européens, est à souligner.

Une historiographie en plein renouvellement

L'étude du mouvement ouvrier en Alsace-Lorraine est longtemps restée restreinte à des travaux pionniers, certes de qualité, mais évidemment devenus de plus en plus incomplets suite à l'ouverture progressive des archives en France, et pareillement dans l'ex-URSS⁴. Ces dernières années, des travaux ont permis de renouveler l'étude de ces questions, en particulier grâce à ces fonds d'archives désormais accessibles⁵. Il en est de même de la question de l'autonomisme et de l'identité en Alsace-Lorraine, où les précurseurs⁶, solides novateurs de

4. Harmut Diethelm SOELL, *Die sozialdemokratische Arbeiterbewegung im Reichsland Elsaß-Lothringen 1871-1918. Ein Beitrag zur Geschichte eines europäischen Grenzlandes*, thèse de doctorat, Heidelberg, Ruprecht-Karl-Universität, 1963 ; Patrice PELISSIER, « Diversité du communisme bas-rhinois de l'entre-deux-guerres », *Revue d'Alsace (RA)*, n° 110, 1984, p. 169-182 ; Bernard REIMERINGER, « Un communisme régionaliste ? Le communisme alsacien », in Christian GRAS et Georges LIVET (dir.), *Régions et régionalisme en France du XVIII^e siècle à nos jours*, Paris, Presses universitaires de France, « Publications de la Société Savante d'Alsace et des Régions de l'Est, t. 13 », 1974, p. 361-392.

5. François OLIVIER-UTARD (dir.), *De l'Allemagne à la France : le mouvement ouvrier en Alsace-Lorraine (1890-1920)*, Strasbourg, Publications de la Société Savante d'Alsace, « Recherches et documents, t. 90 », 2018.

6. Lothar KETTENACKER, *Nationalsozialistische Volkstumpolitik im Elsaß*, Institut für Zeitgeschichte, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1973 ; Karl-Heinz ROTHENBERGER, *Die elsass-lothringische Heimat- und Autonomiebewegung zwischen den beiden Weltkriegen*, t. 42, Europäische Hochschulschriften, Francfort-sur-le-Main/Berne, Herbert Lang/Peter Lang, 1975 ; Philip Charles Farwell BANKWITZ, *Alsatian Autonomist Leaders 1919-1947*, Lawrence, The Regents Press of Kansas, 1978.

l'étude de ces sujets, sont complétés et enrichis par des auteurs actuels, notamment anglo-saxons, forts d'un point de vue extérieur à la région⁷.

En Alsace, malgré sa qualité, cette historiographie anglo-saxonne n'est que peu connue du grand public, sûrement à cause de la barrière de la langue et des petits tirages des ouvrages en question. Depuis une dizaine d'années se développe dans la région une littérature sur la question de l'autonomisme, échafaudée par certains auteurs peu scrupuleux, dont la méthode scientifique laisse parfois fort à désirer, allant jusqu'au plagiat, et dont l'objectif clairement affiché est de réhabiliter le mouvement autonomiste de l'entre-deux-guerres en Alsace-Lorraine et de construire un fondement historique et idéologique au courant autonomiste actuel⁸. Ils trustent toutefois les têtes de gondoles des alsatiques dans les librairies sans grande concurrence, ce qui est bien dommage.

380

Intérêt de la thèse

Le personnage de Charles Hueber est un pur produit de l'Alsace-Lorraine de la fin du XIX^e siècle à la Seconde Guerre mondiale : entre France et Allemagne. Né Allemand en 1883, il change deux fois de nationalité, en 1918 pour devenir Français, puis en 1940 pour redevenir Allemand. Il est cependant indissociable de l'Allemagne comme de la France, ce qui produit cette identité si singulière. D'abord dans le mouvement ouvrier et communiste, puis autonomiste, germanophile et pronazi, il n'a de cesse de s'attacher à l'Allemagne, en évitant soigneusement ses défauts, tout en dénigrant et rejetant une France qu'il ne comprend pas, littéralement

7. Samuel HUSTON GOODFELLOW, *Between the swastika and the cross of Lorraine: Fascisms in interwar Alsace*, DeKalb, Northern Illinois University Press, 1999 ; David Allen HARVEY, *Constructing Class and Nationality in Alsace 1830-1945*, DeKalb, Northern Illinois University Press, 2001 ; Christopher J. FISCHER, *Alsace to the Alsations? Visions and divisions of alsatian Regionalism, 1870-1939*, New York/Oxford, Berghahn Books, « Studies in Contemporary European History, t. 5 », 2010 ; Alison CARROL, *The return of Alsace to France 1918-1939*, Oxford, Oxford University Press, 2018 ; Alfred WAHL, *Les autonomistes en Alsace 1871-1939*, Orbe, Éditions du Château, 2019.

8. Voir les comptes-rendus suivants dans la *Revue d'Alsace* : Claude MULLER, « Krempper (Michel), *Joseph Rossé (1892-1951). Alsacien interdit de mémoire*, Éditions Yorán Embanner, 2016, 438 p. », *RA*, n° 142, 2016, p. 484-485 ; Raphaël GEORGES, « ETTWILLER (Éric) dir., *1914-1918 en Alsace-Moselle*, Ebersheim, Unsri Gschicht, 2019, 175 p. », *RA*, n° 146, 2020, p. 419-422.

puisqu'il ne parle que très mal le français, et réciproquement. Hueber représente ce trait d'union entre la France et l'Allemagne durant l'entre-deux-guerres, citoyen français, mais resté de culture et de langue germanique. Cela pour le meilleur, comme pour le pire, jusqu'à aller avec la collaboration avec les nazis en 1940. Or, Hueber n'est pas un cas isolé, loin de là, et est représentatif d'une majorité d'Alsaciens-Lorrains entre les deux conflits mondiaux. S'il est certain qu'il ne faut pas négliger une part importante d'opportunisme et d'appât du gain dans ses revirements successifs, jusqu'à aller vers les nazis, ce qui est important pour Hueber c'est bien sa région, avant toute chose.

S'il a tout de même été maire de Strasbourg, député à la Chambre par deux fois, dirigeant communiste de premier plan durant l'entre-deux-guerres, Hueber est aujourd'hui oublié dans la mémoire collective. Le socialiste Jacques Peirotes, lui, son rival et antagoniste principal, a donné son nom à une rue de Strasbourg, a son imposant monument commémoratif, a son club qui perpétue sa mémoire, et bénéficie toujours d'une certaine sympathie lors de son évocation. Il en est de même pour les autres édiles de la ville de Strasbourg après Hueber jusqu'à Marcel Rudloff, soit à la toute fin des années 1980. Nous mentionnons ici les maires français de la cité rhénane, mais même des voies – modestes – ont été récemment nommées des noms d'Otto Back et de Rudolf Schwander, maires allemands de Strasbourg sous le *Reichsland*. Finalement, la collaboration de Hueber avec les nazis durant la Seconde Guerre mondiale lui a été fatale, à tel point qu'il n'est pas exagéré de parler de *damnatio memoriae*. Il y a dix ans, la mairie de Strasbourg a même dénié le droit à Hueber d'avoir sa tombe fleurie par la Ville pour la fête de la Toussaint. Il ne reste plus qu'une tombe modeste, sans signes distinctifs, noyée dans un immense cimetière de la métropole strasbourgeoise. Il s'agit par conséquent par ce travail de mettre en lumière un personnage dont la mémoire est aujourd'hui ténue. Hueber représente en effet après la fin de la Seconde Guerre mondiale ce dont on n'a plus envie, ou ce qu'on refuse de voir en Alsace-Lorraine : la collaboration avec les nazis et plus largement les années de l'annexion. Comme le disait le célèbre artiste de cabaret alsacien Germain Muller après-guerre pour parler de la mémoire des événements passés entre 1939 et 1945 : « Enfin... *redde m'r nimm devun* » (Enfin... Maintenant n'en parlons plus [jamais])⁹.

9. Du nom de la pièce de théâtre éponyme écrite en 1949.

Se pencher sur le cas d'un mystérieux et oublié maire de Strasbourg de l'entre-deux-guerres amène beaucoup d'interrogations. Celui-ci est dépeint caricaturalement comme un communiste converti au nazisme, un « rouge-brun », un germanophile et un pangermaniste convaincu, un traître à la classe ouvrière, un renégat, ou un bolchévique qui a finalement compris où était la vérité, selon de quel bord politique l'on se place. En définitive, quelqu'un de pas très fréquentable. C'est cette affirmation, « communiste converti au nazisme », qui interpelle et questionne le plus. En effet, comment, en tant que communiste avec un tant soit peu de convictions et de formation théorique, peut-on se retrouver finalement dans les bras de « l'ennemi mortel » qu'est le nazisme ? En allant au-delà du poncif « les extrêmes se rejoignent », cette étude a permis d'apporter des éléments de compréhension à ce parcours contre-intuitif et atypique, tout en n'étant pas un cas isolé. Des figures de proue comme Jacques Doriot, Marcel Déat et Gaston Bergery, ne sont que la partie émergée de l'iceberg. De plus, ce phénomène que Philippe Burrin qualifie de « dérive fasciste¹⁰ » n'est pas spécifique à l'entre-deux-guerres et à la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, effectivement, nous pouvons citer en exemple Fabien Engelmann, maire actuel de Hayange en Moselle et promoteur de la Fête du cochon, d'abord militant à Lutte ouvrière puis au Nouveau Parti Anticapitaliste, syndicaliste à la CGT, qui se retrouve au Front national en 2010. Mentionnons également Andréa Kotarac, militant du Parti de gauche et de la France insoumise en Haute-Savoie, élu au conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes, qui passe avec grand bruit au Rassemblement national en 2019 et se vante de ses rencontres avec le président syrien Bachar el-Assad.

En cette période actuelle où beaucoup d'inepties sont avancées en ce qui concerne l'histoire et l'identité alsacienne, l'étude d'un personnage comme Charles Hueber permet de rétablir les faits concernant cette époque. Mais également de mieux comprendre pourquoi de tels débats ont lieu aujourd'hui. Il est en effet toujours plus simple d'effacer et de mettre au rebut que d'expliquer et de comprendre.

10. Philippe BURRIN, *La dérive fasciste : Doriot, Déat, Bergery 1933-1945*, Paris, Éditions du Seuil, 1986.

Quelles perspectives après cette thèse ?

Dans le cadre alsacien-lorrain, il apparaît évident qu'une biographie de Jean-Pierre Mourer serait la suite logique de celle de Charles Hueber. Même si Mourer a été étudié en corollaire dans cette thèse, il ne l'a été que superficiellement. Ces deux personnages sont trop entremêlés pour ne pas faire l'objet chacun d'un tel travail. Cela permettrait, entre autres, de se pencher plus en avant sur les liens avec l'Allemagne nazie et ses ramifications en Alsace-Lorraine, surtout après la fin du mandat de maire de Hueber, où ce dernier commence à être en retrait. De plus, pour aller encore plus loin, une étude sur le château de la Hunebourg, carrefour de l'autonomisme alsacien-lorrain pangermaniste, sous la houlette du châtelain Friedrich « Fritz » Spieser¹¹, serait très intéressante afin de compléter le tableau des forces germanophiles – et pronazies – de la région¹², mais aussi de mettre en lumière les liens avec les autres forces pangermanistes d'Europe où se trouvent ceux considérés comme des *Volksdeutsche* (« Allemands par le peuple »), ainsi qu'avec des autonomistes de toutes origines en France, citons notamment la Bretagne, la Corse et la Flandre.

Dans un point de vue plus vaste, il serait souhaitable de mettre en perspective le cas de Hueber avec d'autres « renégats » : au niveau des personnes avec Marcel Déat, Jacques Doriot, Henri Barbé, Pierre Celor, Paul Marion ou encore Marcel Gitton, pour ne citer que les principaux ; mais aussi des organisations comme le Parti populaire français ou le Parti ouvrier et paysan français ; au niveau français, mais aussi européen avec le cas de Nils Flyg en Suède par exemple¹³. Une étude comparative au niveau de l'Europe serait un travail d'envergure, qui mériterait d'être réalisé.

11. Voir : Léon STRAUSS, « Fritz Spieser : le reconstruteur de la Burg », in *Hunebourg : un rocher chargé d'histoire du Moyen Âge à l'époque contemporaine*, Strasbourg, Publications de la Société Savante d'Alsace, « Recherches et documents, t. 59 », 1997.

12. Les travaux récents de Gérard Janus et de Michel Weckel sont en ce sens une excellente ouverture : Gérard JANUS, *La demeure du silence. Récit*, Barr, Le Verger éditeur, 2020 ; Michel WECKEL, *Ces protestants alsaciens qui ont acclamé Hitler. Enquête sur les secrets de famille du réseau luthérien*, Strasbourg, La Nuée Bleue, 2022.

13. Voir : Håkan BLOMQVIST, *Gåtan Nils Flyg och nazismen*, Stockholm, Carlssons Bokförlag, 2000, http://www.marxistarkiv.se/sverige/skp-sp/gatan_nils_flyg.pdf ; Johan STENFELDT, *Renegater : Nils Flyg och Sven Olov Lindholm i gränslandet mellan kommunism och nazism*, Lund, Nordic Academic Press, 2019, <https://www.kriterium.se/site/books/10.21525/kriterium.20/download/2972>.